

n'y a pas d'indemnisation pour les articles personnels comme les vêtements ou les biens immeubles; pas plus que pour la perte d'argent liquide ou de bijoux ou autres articles personnels.

- La perte de salaire due à l'incapacité de travailler après le crime.
- La perte de revenu pour les personnes à charge à la suite du décès de la victime.
- Les douleurs et les souffrances dues aux torts subis.
- L'entretien d'un enfant né à la suite d'un viol.
- Tous autres frais que la Commission estime raisonnables, comme les dépenses faites pour assister à l'audience, obtenir les documents ainsi que les frais d'interprétation le cas échéant.

La Commission n'accorde pas d'indemnisation correspondant aux paiements faits à une victime en vertu d'un régime d'assurance, du Régime d'assurance-maladie de l'Ontario, des indemnités d'accident du travail, de l'assurance chômage et autres sources semblables.

En outre, la loi fixe un plafond au montant total qui peut être accordé en indemnités.

La Commission tient également compte de la succession d'une victime décédée et du revenu qu'elle pourrait produire quand il s'agit d'évaluer une demande.

Comment faut-il faire la demande?

Après avoir rapporté l'incident à la police, la victime devrait contacter la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels.

Une fois que toute la documentation a été soumise, la demande fait l'objet d'une enquête. Le requérant est informé de la date de l'audience.

Les indemnités versées en vertu de la loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels sont versées à même les fonds fournis par le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement du Canada. La Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels fonctionne sous la direction du ministère du Procureur général de l'Ontario.

Les informations contenues dans cette brochure ne sont données qu'à titre d'indication. Toute question devrait être adressée à la Commission; Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels
439, avenue University
17^e étage
Toronto (Ontario)
M5G 1X8
Téléphone:
(416) 965-4755 pendant les heures de bureau.

3 1761 11469777 4

CA20N
AJ 705
-Z001

NOUS PRENONS SOIN DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS



Ministry of
the Attorney
General


Message du Procureur général

En Ontario, nous avons la chance de jouir d'une bonne protection et d'une bonne application de la loi. Mais tous nos efforts n'empêchent malheureusement pas la perpétration de crimes au sein de notre collectivité.

Le gouvernement de l'Ontario reconnaît qu'il est nécessaire d'aider financièrement les victimes innocentes d'actes criminels. S'il existe un verdict de culpabilité dans les tribunaux pour répondre aux lois de notre société, il n'allège cependant pas les épreuves subies sur le plan physique, émotionnel et financier par les victimes de crimes.

La Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels a été instituée par l'Assemblée législative en 1968. Les membres de la Commission entendent les demandes d'indemnisation et prennent une décision fondée sur les circonstances de chaque cas. L'indemnité peut être fixée en fonction des frais médicaux, du salaire perdu et des dépenses personnelles entraînées par le crime, ainsi que des souffrances provoquées par l'incident. Le processus est simple et sans formalité.

La Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels est un important élément du système judiciaire de l'Ontario conçu pour porter assistance aux victimes d'une manière efficace et directe.


R. Roy McMurtry

Qui a droit à une indemnisation?

- Toute victime innocente.
- Toute personne chargée de s'occuper d'une victime, comme un parent.
- Toute personne à charge, conjoint ou parent si la victime est décédée.
- Dans certains cas, la personne défrayant les dépenses d'une victime.

Quelles sont les circonstances donnant droit à une indemnité?

Une indemnité peut être accordée à une personne blessée ou tuée par suite d'un acte de

violence visant au meurtre, au viol ou autre fin semblable. Elle peut être accordée si la victime aidait un agent de police ou essayait d'entraver ou d'arrêter légalement une personne commettant un crime ou sur le point d'en commettre un.

Les demandes doivent-elles être soumises dans un délai déterminé?

Les demandes doivent être soumises à la Commission dans un délai d'un an à la suite du crime, sauf circonstances extraordinaires.

Il ne faut pas attendre que les tribunaux aient pris une décision ni d'avoir rassemblé tous les documents à l'appui de la demande. On peut envoyer ces renseignements ultérieurement.

Est-il nécessaire qu'un verdict de culpabilité soit prononcé?

Non. Une indemnité peut être accordée même si une accusation n'est pas portée ou si personne n'est reconnu coupable. Les requérants doivent établir leur demande en s'appuyant sur la prépondérance de la preuve. Par exemple, si un requérant demande une indemnité pour un bras cassé, il doit pouvoir prouver que la blessure s'est produite dans des circonstances justifiant une indemnité.

Que faut-il prouver?

Les documents et les dossiers aideront les membres de la Commission à prendre leur décision. Entre autres documents utiles on peut soumettre les rapports médicaux décrivant les blessures et le traitement, les factures et les quittances prouvant les dépenses, une déclaration de l'employeur indiquant le salaire et les avantages sociaux et une déclaration d'impôt sur le revenu. La Commission a besoin de ces renseignements pour évaluer une demande en toute justice.

L'aide d'un avocat est-elle nécessaire?

Non. Il n'est pas nécessaire d'avoir l'aide d'un avocat, mais c'est une bonne chose, surtout si la demande est complexe. La Commission a l'habitude de payer des honoraires modestes à l'avocat des requérants ayant obtenu gain de cause et de payer les frais nécessaires et raisonnables relatifs au dépôt d'une demande.

L'audience est-elle tenue de la même manière qu'une audience de tribunal?

Non. Le processus est beaucoup plus simple. Un seul membre de la Commission peut prendre connaissance de la demande ou plusieurs. Et le requérant peut présenter les informations essentielles à l'appui de sa demande.

Quels sont les éléments couverts par l'indemnité?

- Les dépenses raisonnables comme les factures médicales, les ordonnances et les funérailles.

